Armée française : De jeunes officiers dénoncent la gabegie et le déclin

07/03/2013 à 8h15

Francetv info publie une tribune dans laquelle une dizaine de jeunes lieutenants de l'armée française, normalement soumis au devoir de réserve, épinglent sévèrement la gestion de la Grande Muette. Ils souhaitent interpeller sur "*l'état critique de l'armée française*", qu'ils ont intégrée il y a en moyenne trois ans. Explications.

Que dénoncent-ils ? De mauvais choix budgétaires

> *"Aujourd'hui, l'armée française est menacée de déclin", attaquent d'emblée ces jeunes officiers. Ils pointent particulièrement la négligence de l'équipement individuel des soldats au profit de grands programmes d'armement. Et de citer le programme Félin, "censé faire du soldat une sorte de Robocop ou d'inspecteur Gadget", mais qui a "alourdi d'une dizaine de kilos" les équipements.*

"*Un parachutiste dépense en moyenne 1.600 euros pour son équipement individuel, c'est près d'un mois de salaire*",confient-ils pour appuyer leur propos. Car le matériel de base fourni par l'armée est loin d'être optimal, comme le révèle ce témoignage publié sur le blog Secret défense. Mais ils épinglent aussi le lobby "*du complexe militaro-industriel*", qu'ils accusent d'être responsable de certaines des orientations budgétaires qu'ils dénoncent, et auquel le Parlement doit "*imposer des choix stratégiques*".

Qui sont-ils ?

Ils se réclament de Marc Bloch, historien et gradé de l'armée française qui a écrit en 1940 L'Étrange Défaite, où il décortique les raisons de l'échec français durant la Seconde

Guerre mondiale. Défaite qu'il impute à des dysfonctionnements au plus haut niveau de l'armée.

La *"gabegie du pyramidage des officiers"*

"*Des officiers supérieurs sont entretenus dans une inactivité de petits fours*", assène le mouvement Marc Bloch. Dans le viseur : 5.500 généraux officiellement à la retraite, mais maintenus en "2e section". Mobilisables par l'armée, ils perçoivent à ce titre "*une solde de réserve, dont le montant est équivalent à celui de la pension de retraite, mais qui est fiscalement considérée comme un revenu d'activité*". Ce qui permet notamment de bénéficier de la déduction de 10% pour frais professionnels dans le calcul de l'impôt sur le revenu selon la loi.

Seule une petite centaine sont rappelés chaque année, tandis que les autres "*sont jamais à la retraite, mais tranquilles*", note Rue89, qui rappelle que la solde moyenne de ces généraux, hors prime, est de 5.850 euros mensuels.

De plus, nombre d'entre eux se reconvertissent dans le privé, et l'Association de défense des droits des militaires dénonçait déjà en 2008 le fait qu'"*au mépris de la règlementation et à l'heure des restrictions budgétaires, des généraux cumulent soldes de réserve et solde d'activité*".

"*Dans le même temps, 35.000 emplois de militaires et sous-officiers sont supprimés, et aucun d'officier*", déplorent les signataires de la tribune. Selon une étude de la Cour des comptes reprise par la reprise par la Fondation iFrap (un think tank français ultralibéral), sur les 22.000 postes supprimés entre 2008 et 2011, seulement six postes d'officiers généraux (toutes armées confondues) étaient concernés. Ils épinglent également le système de primes, notamment attribuées aux parachutistes, mais dont l'organisation est en passe d'être revue.

Pourquoi parlent-ils ?

S'ils manquent à leur devoir de réserve, "*c'est parce que la hiérarchie n'a pas intérêt à dénoncer les abus dont elle bénéficie*". Ils assurent dénoncer uniquement des faits qui sont dans le "domaine public", mais sur lesquels l'attention

n’est, à leur sens, pas assez portée. Ils s’appuient notamment sur des chiffres de la Cour des comptes, du Conseil supérieur de la fonction militaire ou encore des données largement relayées sur les blogs et forum militaires.
Par cette tribune, publiée avant la sortie avant la sortie du Livre blanc de la Défense pour 2014-2019, qui doit être rendu fin mars ou début avril, selon *Marianne*, ils souhaitent “interpeller l’opinion publique pour éviter que le recueil ne se trompe, délibérément ou non, de constat”. “Ce sont des faits qui scandalisent toute l’armée”, soulignent ces jeunes chefs qui se veulent porte-paroles de leurs troupes.

Que veulent-ils ? Attirer l’attention de l’opinion publique

“*Nous n’avons pas la prétention de tout bouleverser*“, affirment-ils. Mais ils cherchent à prendre toute leur place dans un “débat national” qu’ils jugent nécessaire. Le mouvement Marc Bloch réclame également la création d’une commission parlementaire indépendante afin de réfléchir à toutes les questions qu’il soulève et notamment à révision des primes et indemnités des militaires.
En guise de signal d’alarme, ils rappellent que le moral de l’armée “*est en seuil d’alerte“, selon les mots du chef d’état-major des armées, l’amiral Edouard Guillaud, le 11 juillet 2012.*

Montrer que les efforts peuvent venir de l’intérieur

Ils aimeraient “*que les pouvoirs publics montrent qu’ils s’intéressent à l’armée en augmentant son budget et en s’occupant de ceux qui la plombent de l’intérieur*“. Car l’autre objectif de ces jeunes cadres de l’armée est de “montrer que des efforts de l’intérieur sont également possibles”.
En effet, au-delà du “*manque de moyens donnés à l’armée par l’État*“, ils souhaitent mettre en lumière “*le conservatisme des officiers qui empêchent toute réforme d’ampleur*“.
France TV Info